

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 27/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI

7 Rue des Métiers
35730 Pleurtuit

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI implanté LA ROCHE 22160 Calanhel. L'inspection a été annoncée le 06/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI
- LA ROCHE 22160 Calanhel
- Code AIOT : 0005502158
- Régime : Autorisation

L'exploitant, la société SAS CARRIERES DE BRANDEFERT, est autorisé depuis 1975 à exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune de Calanhel. Il est autorisé à exploiter également une installation de concassage, criblage de matériaux et à remblayer la carrière par des déchets inertes issus de chantiers de travaux-publics.

Un arrêté préfectoral complémentaire pris en date du 14 mars 2006 et modifié le 18 juin 2008 encadre les conditions d'exploitation de la carrière. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de cet arrêté.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets aqueux ;
- les émissions sonores ;
- les émissions de poussières ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	les retombées des poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
2	les émergences sonores	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.7 et Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Production autorisée et extraction de matériaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, articles 1.4 et 1.5

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Porter à connaissances du 04/09/2023 sur la modernisation des installations	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 1.8.1.
4	la surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.5
6	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
7	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, articles 19 et 28

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence deux faits non conformes relatif au respect des valeurs réglementaires sur les poussières et au bruit.

En conséquence, il est proposé à Monsieur le Préfet des Côtes-d'Armor de mettre en demeure la société Brandefert de se conformer, sous un délai de 9 mois, aux dispositions suivantes :

- à l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 qui concerne la surveillance des retombées de poussières
- à l'article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2006 en lien avec les émergences sonores autorisés au droit des Zones à Emergence Réglementée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : les retombées des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

Thème(s) : Risques chroniques, les retombées des poussières

Prescription contrôlée :

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

L'exploitant a surveillé les retombées atmosphériques totales à l'aide de jauges, conformément au plan de surveillance des émissions de poussières. Deux campagnes de mesures ont été menées en 2022, et deux autres en 2023, avec huit stations de mesure, dont la station témoin, implantées sur le site et à proximité. Les points 1 et 2 marquent les limites du site, le point 4 représente la station témoin, et les points 3 et 5 à 8 identifient des habitations à moins de 1500 mètres de la carrière.

Pour les campagnes de 2022, voici les résultats :

	CAL 01	CAL 02	CAL03	CAL 04	CAL 05	CAL 06	CAL 07	CAL 08
Campagne 1 12/04/2022 au 30/05/2022	498,74	192,76	370,13	549,96	269,92	166,12	448,17	266,98
Campagne 2 25/10/2022 au 12/12/2022	346,28	381,87	102,41	483,88	617,5	859,67	220,76	308,34

Pour la campagne du 08/03/2023 au 11/04/2023, voici le résultat :

Masse de poussières totales (mg/m²/j)

CAL 01	CAL 02	CAL03	CAL 04	CAL 05	CAL 06	CAL 07	CAL 08
570,6	1269,02	200,3	1302,34	617,63	800,11	868,85	786,03

Pour la campagne du 02/05/2023 au 05/06/2023, voici le résultat :

Masse de poussières totales (mg/m²/j)

CAL 01	CAL 02	CAL03	CAL 04	CAL 05	CAL 06	CAL 07	CAL 08
451,23	249,19	338,8	224,94	380,99	380,23	243,96	175,86

Ces quatre campagnes montrent des concentrations élevées de poussières dans l'atmosphère.

Malgré des mesures de réduction telles que le passage d'une tonne d'eau sur le site et le capotage des installations de traitement, les concentrations admissibles en poussières sont dépassées à deux reprises, spécifiquement aux points 5 et 6, qui correspondent au bourg de Calanhel et au hameau de Kermenguy. Ces dépassements affectent deux sites considérés en tant que "points de type B". De plus, cette période de dépassement s'étend du deuxième semestre de 2022 au premier semestre de 2023.

En conséquence, la concentration de poussières dépasse la limite de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour les deux sites correspondant au bourg de Calanhel et au hameau de Kermenguy.

Par conséquent, l'inspection propose au préfet d'émettre un arrêté préfectoral de mise en demeure afin que l'exploitant puisse se régulariser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 2 : les émergences sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.7 et Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, les émergences sonores

Prescription contrôlée :

Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.7 :

Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997, article 3 :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Constats :

Le 11 avril 2023, l'exploitant a procédé au contrôle des émissions sonores générées par ses activités. Les mesures acoustiques ont été effectuées à des moments spécifiques de la journée, à savoir :

- des mesures de bruit liées à l'activité ont été prises entre 11h30 et 12h00, ainsi qu'entre 13h30 et 14h30.
- des mesures de bruit en l'absence d'activité ont été réalisées de 12h00 à 13h15.

L'analyse de ces mesures a révélé un dépassement significatif des niveaux sonores autorisés dans les zones réglementées, avec une émergence de 9,6 dB(A) dans le hameau de Pantou et une émergence de 17,1 dB(A) dans le hameau d'Izellan. Il est donc attendu de l'exploitant qu'il mette en œuvre des actions correctives pour maîtriser les émissions sonores de son exploitation.

L'inspection propose au préfet d'émettre un arrêté préfectoral de mise en demeure afin que l'exploitant puisse se régulariser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Porter à connaissances du 04/09/2023 sur la modernisation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 1.8.1.
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissances du 04/09/2023 sur la modernisation des installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée à l'installation ou à son mode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : <p>L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance le 7 septembre 2023, concernant des modifications apportées aux installations de traitement des matériaux. Ces modifications comprennent l'intégration de nouveaux broyeurs, l'installation d'un nouveau criblage équipé d'une trémie et d'un tapis de distribution, ainsi que la création d'une zone de lavage munie d'un bassin de récupération des eaux. Il convient de préciser que les eaux issues de la future aire de lavage seront acheminées vers les trois bassins de décantation déjà existants sur le site. Il est important de noter que ce projet de modernisation n'impacte pas la puissance totale des installations de traitement, qui demeure inchangée à 1 000 kW. De plus, l'exploitant a obtenu un permis de construire en date du 08/06/2023 pour ces travaux.</p> <p>Dans le cadre de ce dossier, l'exploitant a indiqué son intention de créer un merlon au sud-ouest de la carrière, ainsi que d'élargir le merlon situé sur la bordure ouest de la carrière, qui se trouve entre le village de Calanhel et la zone ouest du périmètre ICPE. De plus, il est prévu d'implanter une haie bocagère autour des nouvelles installations, dont le bardage sera peint en vert foncé. Ces mesures ont pour objectif de minimiser l'impact visuel du projet de modernisation des installations de traitement.</p> <p>Les modifications ne sont pas encore réalisées, l'exploitant prévoit de les réaliser dans un délai d'un an à 15 mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : la surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.5

Thème(s) : Risques chroniques, la surveillance des eaux rejetées

Prescription contrôlée :

Valeurs admissibles pour les eaux rejetées :

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

Paramètre	Concentration maximale	Norme applicable	Fréquence
pH	6,5 - 8,5	NFT 90 008	Mensuelle
Conductivité	<i>Pour information</i>		<i>Mensuelle</i>
MES	25 mg/L	NF EN 872	Mensuelle
Hydrocarbures	10 mg/L	NFT 90 114	Trimestrielle
DCO	125 mg/L	NFT 90 101	Trimestrielle
Fer+Al	5 mg/L	FDT 90 119 et NFT 90 017	Trimestrielle

[...]

Surveillance :

Un contrôle du respect des prescriptions de l'article 4.5.3 est réalisé par l'exploitant selon la périodicité prévue par le tableau.

Constats :

L'exploitant effectue des contrôles de ses eaux à une fréquence mensuelle, avec une alternance bi-mensuelle pour les analyses portant sur les hydrocarbures, la demande chimique en oxygène (DCO) et les métaux.

Cette transition d'une fréquence trimestrielle à une fréquence bimensuelle permet à l'exploitant d'assurer une surveillance plus rigoureuse de ses rejets aqueux.

Les résultats des analyses menées au cours de l'année 2023 démontrent la conformité aux valeurs limites pour l'ensemble des paramètres des eaux rejetées. Toutefois, il convient de noter qu'une analyse des effluents de mars 2023 révèle une concentration plus élevée en métaux, tout en restant inférieure à la valeur limite d'émission (VLE).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Production autorisée et extraction de matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, articles 1.4 et 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Production autorisée et extraction de matériaux
Prescription contrôlée : La production maximale , calculée sur une période d'un an, est de 500 000 t de matériaux . La production moyenne , calculée sur une période de cinq années consécutives ne dépasse pas 300 000 t / an . Aucune extraction de matériaux n'est réalisée à une profondeur inférieure à 188 m NGF .
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a fait part de son constat selon lequel sa production a connu une augmentation notable au cours des dernières années, en réponse à la demande croissante de sa clientèle. Actuellement, il estime que sa production se situe en moyenne à environ 400 000 tonnes par an. L'exploitant a fourni un plan topographique de l'exploitation qui révèle que le site d'extraction a atteint la cote de 185 mètres NGF pour la construction du bassin de fond de fouille. Le fond d'extraction de la carrière présente une variation entre les altitudes de 188 à 186 m NGF. L'exploitant explique que cette cote de 188 m NGF a été dépassée en raison des limitations techniques de l'époque. Initialement, l'extraction du fond de fosse s'est arrêtée à la cote de 188 m NGF, mais en raison des limitations techniques de la chargeuse, l'extraction a continué au-delà de cette limite. Or, cette limite réglementaire repose sur l'étude d'impact de l'exploitant lorsqu'il a déposé dans sa demande d'autorisation en date du 25 août 2003. Cette augmentation de la profondeur d'extraction n'a pas été étudiée par l'exploitant dans son dossier initial ce qui est susceptible de générer une incidence sur le milieu physique, naturel, humain ainsi que sur la commodité du voisinage devront être évalués. Il est attendu de l'exploitant qu'il dépose un porter à connaissance (PAC) dans un délai de 3 mois. Ce PAC comprendra des éléments d'appréciation pour comprendre : <ul style="list-style-type: none">• si une incidence est à pressentir par rapport à cette cote qui est inférieure à celle autorisée ;• si la production moyenne est amenée à évoluer dans les prochaines années (passage de 300 000 t/an à 400 000 t/an).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir avant le début d'exploitation un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation de la carrière. Ce plan, mis à jour en janvier 2022, examine en détail le fonctionnement de la carrière, y compris le contexte géologique, le processus d'extraction, le traitement des matériaux, et la gestion des déchets générés.</p> <p>Il définit également les procédures de stockage des déchets issus de l'extraction de minéraux ainsi que la gestion des boues de lavage. L'étude indique que les quantités de boues générés sur le site de Calanhel sont très faibles et que les bassins de décantation ne nécessitent pas de curage annuel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, articles 19 et 28
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets inertes
Prescription contrôlée : Article 19 : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. Article 28 : L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...]
Constats : Lors de l'inspection, deux constatations ont été faites : <ul style="list-style-type: none">• La présence d'une zone de contrôle des déchets dont l'objectif est d'interdire le déversement direct des déchets dans la zone de stockage.• La présence d'une benne sur le site d'entreposage des déchets inertes, destinée à contenir les déchets indésirables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet